



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

COPIE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme Forti

ARRETE

n° 2005-AG/2-323
en date du 9 août 2005

mettant en demeure la Société BP PP France SAS à
Sarralbe de respecter les dispositions des articles 22
et 20.2a) de l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-328 du
30 octobre 2003.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés sous pression ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-328 du 30 octobre 2003 autorisant la société BP PP France SAS à exploiter sur le territoire des communes de Sarralbe et Willerwald, des installations de fabrication, de stockage et d'emballage de polypropylène ;

Vu l'étude des dangers relative aux sphères de stockage de propylène d'octobre 2004 et transmise à l'Administration en février 2005 ;

Vu que cette étude indique page 39 qu'il convient d'étudier la mise en place d'une détection feu assurant le démarrage de l'arrosage des sphères en cas d'incendie et que par conséquent il n'existe pas de détection feu à ce jour au niveau des sphères ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 21 juin 2005 ;

Vu les observations de la société BP PP France SAS émises par lettre du 20 juillet 2005 ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 28 juillet 2005 ;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés sous pression stipule que l'arrosage des réservoirs est asservi à une détection feu ;

Considérant que l'article 22 de l'arrêté préfectoral n°2003-AG/2-328 du 30 octobre 2003 impose à l'établissement de mettre en place un système de détection de feu sur les zones à risques déclenchant notamment par asservissement la mise en œuvre de l'installation de refroidissement des réservoirs concernés et qu'il n'a pas été mis en place;

Considérant que l'étude précitée indique page 13 que le réseau de détecteurs de gaz déclenche une alarme à 25% de la LIE alors que l'article 20.2.a) de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2003 et l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 indique que le réseau de détecteurs de gaz doit déclencher une alarme à une concentration supérieure à 20% de la LIE ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

Article 1er :

L'établissement BP PP France SAS, dont le siège est situé 10 avenue de l'entreprise parc St Christophe Bat Newton 1 95866 CERGY PONTOISE CEDEX, est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-328 du 30 octobre 2003, valables à compter de la notification du présent arrêté, pour son site d'exploitation implanté sur les communes de Sarralbe et Willerwald :

- article 22 :
 - mise en place de la détection feu, dans un délai d'un mois,
 - mise en place de l'asservissement de l'arrosage des sphères à une détection feu, dans un délai de six mois ;
- article 20.2.a) : dans un délai de deux jours.

Article 2 :

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être décidées par les tribunaux compétents.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Sarreguemines,
les Maires de Sarralbe et Willerwald,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général, P.I.

Signé Michel BERNARD